

Détail estimatif (D.E)

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Mairie de LE PLESSIS BELLEVILLE

Objet du marché

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris

Lot 03 : Contrôle extérieur des travaux d'assainissement

Marché passé selon une procédure adaptée conformément aux articles 38 et 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Maître d'œuvre :

ACP

61 Ter rue Saint Joseph
60 200 Compiègne
Tel : 03.44.40.98.72
FAX : 09.72.22.05.56
Courriel : acp@acp-vrd.com
SARL
Capital de : 10000 €
RCS : 489 072 611 00028

Maître d'ouvrage :

Mairie de Le Plessis Belleville
08, Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE
Tel : 0344607200
Fax : 0344607212
Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

Détail Estimatif- Contrôles
Commune de le Plessis Beleville - rue de Paris

Prix	Définition des prestations	Unité	Qtés	Prix Unitaire (€ HT)	Prix Total HT
1CF	Reconnaissance, procédures, signalisation et réunion de préparation Le forfait	F	1	250.00 €	250.00 €
B CONTROLES DE COMPACTAGE					
2CF	Epreuve de convenance y compris amenée et repli du matériel L'unité	U	1	680.00 €	680.00 €
3CF	Amenée et repli du matériel L'unité	U	1	280.00 €	280.00 €
4CF					
4CF.1	sondage <2m L'unité	U	20	45.00 €	900.00 €
C CONTROLES D'ETANCHEITE					
6CF	<u>Amenée et repli du matériel</u>				
6CF.1	pour les contrôles d'étanchéité à l'air L'unité	U	1	280.00 €	280.00 €
6CF.2	pour les contrôles d'étanchéité à l'eau L'unité	U	1	480.00 €	480.00 €
7CF	<u>Contrôle d'étanchéité à l'air</u>				
7CF.1	Collecteur de diamètre D (tronçon entre 2 regards) D ≤ 300 L'unité	U	10	40.00 €	400.00 €
7CF.2	Plus-value pour obturation par branchement en culotte L'unité	U	12	1.00 €	12.00 €
7CF.4	Branchement en regard L'unité	U	2	40.00 €	80.00 €
8CF	<u>Contrôle d'étanchéité à l'eau</u>				
8CF.3	Regard L'unité	U	10	30.00 €	300.00 €
D CONTROLES VISUELS					
9CF	Contrôles visuels Le forfait	F	1	200.00 €	200.00 €
E CONTROLE TELEVISUEL					
10CF	Amenée et repli du matériel L'unité	U	1	280.00 €	280.00 €
11CF.2	<u>Contrôle caméra</u>				
11CF.21	canalisation de branchement Le mètre	m	100	2.50 €	250.00 €
11CF.22	canalisation principale Le mètre	m	440	1.10 €	484.00 €
F RAPPORT					
7CF	Rapport en 4 exemplaires Le forfait	F	1	100.00 €	100.00 €
8CF	Rapport d'inspection y compris DVD et photographies Le forfait	F	1	100.00 €	100.00 €
H PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES					
12	Fourniture d'eau (Article 12 C.C.T.P.) par citerne L'unité	U	1	100.00 €	100.00 €
13	Contrôle des éprouvettes mises à disposition du prestataire par l'entreprise en charge des travaux. Le Forfait	ft	1	680.00 €	680.00 €

MONTANT HT 5 856.00 €
TVA à 20,00 % 1 171.20 €
MONTANT TTC 7 027.20 €

C.O.B.R. ENVIRONNEMENT
A MONTIGNY EN GOHELLE, le 15 octobre 2021
63 RUE DE BILLY
62640 MONTIGNY EN GOHELLE

Bordereau des Prix Unitaires

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Mairie de LE PLESSIS BELLEVILLE

Objet du marché

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris

Lot 03 : Contrôle extérieur des travaux d'assainissement

Marché passé selon une procédure adaptée conformément aux articles 38 et 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Maître d'œuvre :

ACP

61 Ter rue Saint Joseph
60 200 Compiègne
Tel : 03.44.40.98.72
FAX : 09.72.22.05.56
Courriel : acp@acp-vrd.com
SARL
Capital de : 10000 €
RCS : 489 072 611 00028

Maître d'ouvrage :

Mairie de Le Plessis Belleville
08, Place de l'Eglise
60330 LE PLESSIS BELLEVILLE
Tel : 0344607200
Fax : 0344607212
Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

Bordereau de prix- Contrôles
Commune de le Plessis Belleville rue de Paris

Prix	Définition des prestations et Prix unitaire en toutes lettres	Unité	Prix Unitaire (€ HT)
1CF	Reconnaissance, procédures, signalisation et réunion de préparation Le forfait : DEUX CENT CINQUANTE EUROS	F	250.00 €
B	CONTROLES DE COMPACTAGE		
2CF	Epreuve de convenance y compris amenée et repli du matériel L'unité : SIX CENT QUATRE VINGTS EUROS	U	680.00 €
3CF	Amenée et repli du matériel L'unité : DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS	U	280.00 €
4CF	<u>Contrôle y compris mise en station sur le point</u>		
4CF.1	sondage <2m L'unité : QUARANTE CINQ EUROS	U	45.00 €
C	<u>CONTROLES D'ETANCHEITE</u>		
6CF	Amenée et repli du matériel Le Forfait :	Ft	
6CF.1	pour les contrôles d'étanchéité à l'air L'unité : DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS	U	280.00 €
6CF.2	pour les contrôles d'étanchéité à l'eau L'unité : QUATRE CENT QUATRE VINGTS EUROS	U	480.00 €
7CF	<u>Contôle d'étanchéité à l'air</u>		
7CF.1	Collecteur de diamètre D (tronçon entre 2 regards) D ≤ 300 L'unité : QUARANTE EUROS	U	40.00 €
7CF.2	Plus-value pour obturation par branchement en culotte L'unité : UN EURO	U	1.00 €
7CF.4	Branchement en regard L'unité : QUARANTE EUROS	U	40.00 €
8CF	<u>Contôle d'étanchéité à l'eau</u>		
8CF.3	Regard L'unité : TRENTE EUROS	U	30.00 €
D	CONTROLES VISUELS		
9CF	Contrôles visuels Le forfait : DEUX CENTS EUROS	F	200.00 €

Bordereau de prix- Controles
Commune de le Plessis Belleville rue de Paris

Prix	Définition des prestations et Prix unitaire en toutes lettres	Unité	Prix Unitaire (€ HT)
E	CONTROLE TELEVISUEL		
10CF	Amenée et repli du matériel L'unité : DEUX CENT QUATRE VINGTS EUROS	U	280.00 €
11CF.2	Contrôle caméra		
11CF.21	canalisation de branchement Le mètre : DEUX CENT CINQUANTE EUROS	m	250.00 €
11CF.22	canalisation principale Le mètre : QUATRE CENT QUATRE VINGT QUATRE EUROS	m	484.00 €
F	RAPPORT		
7CF	Rapport en 4 exemplaires Le forfait : CENT EUROS	F	100.00 €
8CF	Rapport d'inspection y compris cassette vidéo et photographies Le forfait : CENT EUROS	F	100.00 €
H	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES		
12	Fourniture d'eau (Article 12 C.C.T.P.) par citerne L'unité : CENT EUROS	U	100.00 €
13	Contrôle des éprouvettes mises à disposition du prestataire par l'entreprise en charge des travaux. Le Forfait : SIX CENT QUATRE VINGT EUROS	ft	680.00 €

Complété quant aux prix par l'entrepreneur soussigné
à MONTIGNY EN GOHELLE, le 06 octobre 2017

C.O.B.R.A. ENVIRONNEMENT
63 RUE DE BILLY
62840 MONTIGNY EN GOHELLE



Marché n° :

MAIRIE DE LE PLESSIS BELLEVILLE



MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris

☐ LOT 01 : Assainissement

ou

☐ LOT 02 : Voirie et espaces verts

ou

☒ LOT 03 : Contrôle extérieur des travaux d'assainissement

Marché passé selon une procédure adaptée conformément aux articles 38 et 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

	Codes CPV
Objet principal	TRAVAUX DE CONSTRUCTIONS DE ROUTES : 45233120-6 TRAVAUX DE TERRASSEMENT : 45112500-0
Objet(s) supplémentaire(s)	TRAVAUX DE REMBLAYAGE : 45112310-1
	TRAVAUX DE CREUSEMENT DE TRANCHEE : 45112100-6

DATE DU MARCHÉ

.....

SOLUTION DE BASE : ☐

VARIANTE N° : ☐

IMPUTATION

Cadre réservé à la mention :
NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCE

ARTICLE 1 : IDENTIFIANTS

1.1 - Coordonnées de la direction qui signe et exécute le marché :

Mairie de Le Plessis Belleville

08, Place de l'Eglise

60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Tel : 0344607200

Fax : 0344607212

Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

1.2 - Coordonnées de la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

MAIRIE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

1.3 - Ordonnateur

MAIRIE DE LE PLESSIS BELLEVILLE

1.4 - Comptable public assignataire

TRESORERIE MUNICIPALE DE CREPY EN VALOIS

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Description :

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris.

ARTICLE 3 : CONTRACTANT(S)

[Contractant unique]

JE soussigné,

Monsieur/Madame **MASQUELIER Anne**..... (Nom et prénom)

Agissant :

* en mon nom personnel ;

Domicilié à :

* au nom et pour le compte de : **S.A.R.L. CO.B.R.A. ENVIRONNEMENT**

(Intitulé complet forme juridique)

en qualité de **GERANTE**

en vertu des pouvoirs conférés par

Ayant son siège social à : **63, Rue de Billy 62640 MONTIGNY EN GOHELLE**

..... (Adresse complète et Tél.)

Numéro d'identité d'établissement SIRET : **431.893.072.000.30**

Code d'activité économique principale (APE) : **7739Z**

Numéro d'inscription

* au registre du commerce et des sociétés (R.C.S.) : **RC ARRAS B.431.893.072**

* au répertoire des métiers de

[Groupement d'entreprises]

NOUS, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, **groupées Solidaires / groupées conjointes*** les unes des autres,

Monsieur/Madame (Nom et prénom)

Agissant :

* en mon nom personnel ;

* Domicilié à :
.....

* au nom et pour le compte de :
(Intitulé complet forme juridique)

en qualité de

en vertu des pouvoirs conférés par

* Ayant son siège social à :
..... (Adresse complète et Tél.)

Numéro d'identité d'établissement SIRET :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription

* au registre du commerce et des sociétés (R.C.S.) :

* au répertoire des métiers de

Monsieur/Madame (Nom et prénom)

Agissant :

* en mon nom personnel ;

* Domicilié à :
.....

* au nom et pour le compte de :
(Intitulé complet forme juridique)

en qualité de

en vertu des pouvoirs conférés par

* Ayant son siège social à :
..... (Adresse complète et Tél.)

Numéro d'identité d'établissement SIRET :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription

* au registre du commerce et des sociétés (R.C.S.) :

* au répertoire des métiers de

étant, pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par
dûment mandaté à cet effet, et solidaire des autres membres du groupement.

ARTICLE 4 : OFFRE DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE

4.1 – Offre financière

Les travaux seront rémunérés par application de prix forfaitaires et unitaires, selon les stipulations du bordereau des prix, et dans les conditions fixées au CCAP. Les modalités de variation des prix sont fixées au CCAP.

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées dans les conditions fixées au CCAP.

En référence au bordereau des prix, est établi le détail estimatif dont le montant total est :

LOT 1 et 3 : Tranche ferme et unique **LOT N° 3 : CONTROLE EXTERIEUR DES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT**

	Prix
Montant total HT	5.856,00 €
TVA 20 %	1.171,20 €
Montant total TTC	7.027,20 €

Soit un montant total TTC en toutes lettres de : **SEPT MILLE VINGT SEPT EUROS VINGT CENTS**

.....
.....
.....
N.B. : En cours d'exécution du marché, les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur.

4.2 – Durée et délais d'exécution du marché :

Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 4 semaines par tranche de travaux, courant à partir du lendemain de la date de réception de l'ordre de service prescrivant de commencer la préparation.

3-2. Période d'exécution : Tranche Ferme

Les travaux seront exécutés à l'issue de la période de préparation, et après délivrance de l'ordre de service de démarrage dans un délai de :

Délai de 60 jours ouvrés par lot ou délai proposé par les candidats.

En lettre : _____ jours ouvrés

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE**Titulaire du compte :** C.O.B.R.A ENVIRONNEMENT**Domiciliation :** CREDIT DU NORD HENIN BEAUMONT**RIB** 30076 02817 35091800200 61**IBAN** FR76 3007 6028 1735 0918 0020 061**BIC** NORDFRPP

ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE

Les annexes (formulaires DC4) n° au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations qui seront exécutés par des sous-traitants, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de sa notification. Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

ARTICLE 6 : REPARTITION DES PRESTATIONS (EN CAS DE GROUPEMENT)

(Les membres du groupement indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations)

Désignation des membres du groupement	Prestations exécutées par les membres du groupement	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

ARTICLE 7 - PAIEMENTS

Le Département se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du [des] compte[s] suivant[s] (BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE à joindre) :

Titulaire du compte	COBRA ENVIRONNEMENT		
Code banque	30076	Code guichet	02817
N° compte	35091800200	R.I.B.	61
Etablissement et adresse	CREDIT DU NORD à HENIN BEAUMONT		

Titulaire du compte			
Code banque		Code guichet	
N° compte		R.I.B.	
Etablissement et adresse			

À compléter en cas de groupement d'entreprises, sans compte ouvert par entreprise ou sans compte joint ouvert au nom du groupement mais au nom du seul mandataire :

Pour le groupement sans compte conjoint, donne (donnent) à qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour son (leur) compte les sommes qui lui (leur) sont dues en exécution du présent marché par voie de virement au compte figurant ci-dessus de

Ces paiements seront libératoires vis à vis du groupement solidaire susvisé.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes ou actes spéciaux ou modificatifs.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai maximum de 30 jours, à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes en application de l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le non-respect de ce délai entraîne de plein droit le versement au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Les modalités de paiement sont précisées au CCAP.

Conformément au C.C.A.P. la ou les entreprises attributaires :

- ☒ Refusent* de percevoir l'avance
☐ Acceptent* de percevoir l'avance

(*) Cocher la case correspondant à votre situation

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENT ET CAPACITÉ JURIDIQUE

[Contractant unique]

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre

* à mes frais et risques que je

* à ses frais et risques que la société pour laquelle j'interviens

ne tombe pas sous le coup d'une des interdictions d'accéder aux marchés publics visées à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, à mes torts, frais et risques, et sans indemnité, que les renseignements prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sont exacts.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérées plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Après avoir produit tous les certificats, attestations, déclarations et documents prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

- déclare adhérer au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et aux documents qui y sont mentionnés.

(*) Rayer les mentions inutiles

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre

* à nos frais et risques que nous ne tombons pas

* à leur frais et risques que les sociétés pour lesquelles nous intervenons ne tombent pas

sous le coup d'une des interdictions d'accéder aux marchés publics visées à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre, à nos torts, frais et risques, et sans indemnité, que les renseignements prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sont exacts.

Les déclarations similaires des sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Après avoir produit tous les certificats, attestations, déclarations et documents prévus à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

- déclarons adhérer au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et aux documents qui y sont mentionnés.

(*) Rayer les mentions inutiles

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original,

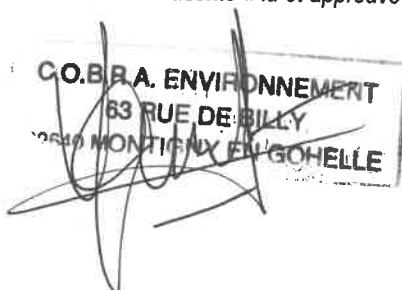
À **MONTIGNY EN GOHELLE** Le **06 octobre 2017**

Signature du candidat

Nom, qualité et signature de la personne habilitée à engager le candidat

Porter la mention manuscrite « lu et approuvé »

Anne GMSQUELIER
gerante,
lu et approuvé.



ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

À..... le.....

Signature du représentant du Pouvoir Adjudicateur

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé par le titulaire destinataire,

Le

L'entrepreneur ou le Mandataire Commun.....
(Nom, qualité et signature de la personne habilitée à engager le candidat)

NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCES

Copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 La totalité du marché dont le montant est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

2 La partie des travaux que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer en chiffres et en lettres)* :

3 La partie des travaux évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

et devant être exécutée par

en qualité de membre d'un groupement d'entreprise - sous-traitant

A Le Plessis Belleville, le

A , le

Pour le titulaire,

Nom, qualité et signature de la personne habilitée à engager le titulaire du marché :

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Mairie de Le Plessis Belleville

Objet du marché

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris

Lot 03: Contrôle extérieur des travaux d'assainissement

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE CONFORMEMENT AUX ARTICLES 38 ET 42-2° DE L'ORDONNANCE N° 2015-899 DU 23 JUILLET 2015 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS ET A L'ARTICLE 27 DU DECRET N°2016-360 DU 25 MARS 2016 RELATIF AUX MARCHES PUBLICS .

Maître d'œuvre :

ACP

61 Ter rue Saint Joseph

60 200 Compiègne

Tel : 0344409872

FAX : 0972220556

Courriel : acp@acp-vrd.com

SARL

Capital de : 10000 €

RCS : 489 072 611 00028

Maître d'ouvrage :

Mairie de Le Plessis Belleville

08, Place de l'Eglise

60330 LE PLESSIS BELLEVILLE

Tel : 0344607200

Fax : 0344607212

Courriel : contact@mairieleplessisbelleville.fr

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES	4	
ARTICLE 1 - Objet du C.C.T.P		4
ARTICLE 2 - Objectifs du contrôle	4	
ARTICLE 3 - Fréquences des interventions	5	
ARTICLE 4 - Consistance des prestations	5	
ARTICLE 5 - Documents remis	6	
CHAPITRE II - PRESTATIONS PREALABLES AUX DIFFERENTS CONTROLES	6	
ARTICLE 6 - Reconnaissance du site		6
ARTICLE 7 - Conditions d'accessibilité au chantier	7	
ARTICLE 8 - Signalisation	7	
ARTICLE 9 - Protection du chantier		8
ARTICLE 10 - Hygiène et Sécurité	8	
ARTICLE 11 - Mise à disposition du tronçon	8	
ARTICLE 12 - Régulation et dérivation de l'effluent	9	
ARTICLE 13 - Fourniture d'eau	9	
CHAPITRE III - EXECUTION DES CONTROLES DE COMPACTAGE	9	
ARTICLE 14 - Matériel de contrôle	9	
ARTICLE 15 - Points de contrôle	10	
ARTICLE 16 - Protocole opératoire	10	
CHAPITRE IV - EXECUTION DES CONTROLES D'ETANCHEITE	11	
ARTICLE 17 - Protocole opératoire pour les réseaux gravitaires	11	
ARTICLE 18 - Protocole opératoire pour les réseaux sous pression	11	
CHAPITRE V - EXECUTION DES CONTROLES VISUELS ET TELEVISUELS	11	
ARTICLE 19 - Matériel	11	
ARTICLE 20 - Protocole opératoire	12	
CHAPITRE VI - CONDITIONS DE RECEPTION	12	
ARTICLE 21 - Conditions de réception des travaux	12	
CHAPITRE VII - RESTITUTION DES CONTROLES DE RECEPTION	13	
ARTICLE 22 - Rapports des contrôles	13	
ARTICLE 23 - Rapport de synthèse	15	

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET DU C.C.T.P.

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe les conditions d'exécution des contrôles finals du réseau d'assainissement route de Paris dans la commune de le Plessis Belleville par un contrôleur extérieur qualifié et indépendant de l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS DU CONTROLE

Ces essais ont pour objectif de contrôler la qualité de l'exécution des travaux conformément à l'article 25 de l'arrêté du 22 Décembre 1994 du Ministre de l'Environnement (J.O. du 10 février 1995).

Ils visent à fournir des éléments d'aide à la décision sur l'acceptation ou le refus de réception des travaux réalisés.

Les contrôles à réaliser répondent aux objectifs suivants :

1) Pour les contrôles de compactage :

- vérifier les objectifs de densification défini par tronçon dans le cadre du CCTP rédigé pour le marché de travaux ;
- vérifier les épaisseurs de couches compactées ;
- définir les zones compactées présentant un défaut de compactage ;
- apprécier la gravité des défauts constatés.

2) Pour les contrôles d'étanchéité :

- déceler les défauts d'étanchéité du réseau (collecteur principal, collecteurs de branchements, regards de visite, boîtes de branchements),

3) Pour les contrôles visuels et télévisuels :

- déceler les défauts structuraux et/ou fonctionnels du réseau ,
- localiser les infiltrations éventuelles si le collecteur principal, les collecteurs de branchements, les postes de refoulement et les ouvrages annexes sont dans la nappe ou dans un environnement humide ;
- apprécier la gravité des défauts constatés.

La vérification porte sur :

- le bon état des ouvrages (état de la surface, propreté, absence de défauts).
- le bon alignement des tuyaux en plan et en profil,
- la bonne qualité des emboîtements :
 - ### emboîtements des tuyaux (régularité, anomalies),
 - ### raccordement aux regards,
 - ### bon positionnement apparent des joints.
- L'identification du type de raccordement et la qualité du raccordement des branchements sur la canalisation,
- la section d'origine du tuyau, (défaut par rapport à la section nominale, ovalisation).
- la régularité de la pente :
 - ### en positionnant les points hauts et les points bas,

en indiquant la longueur des flaches.

ARTICLE 3 - FREQUENCES DES INTERVENTIONS

Le déroulement de ces contrôles se feront à l'avancement du chantier selon la fréquence définie par le maître d'oeuvre

ARTICLE 4 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Pour chaque type d'essai, les prestations permettant la vérification du réseau comporteront trois phases :

- préparation du contrôle, notamment de la canalisation (définie au chapitre II),
- exécution des contrôles (définie au chapitre III),
- élaboration du rapport (définie au chapitre VII).

Les prestations suivantes sont incluses dans le marché :

- la reconnaissance générale du site,
- les démarches administratives,
- la mise en place de la protection et de la signalisation du chantier,
- l'obturation, la dérivation ou la régulation de l'effluent, si la continuité du service d'assainissement doit être assurée,
- la participation, au minimum, à la réunion de fin de préparation de chantier
- la participation à la réunion de bilan de chantier
- le plan d'implantation des contrôles sur le fond de plan remis par le maître d'ouvrage,
- l'amenée, l'installation et le repli du matériel,
- -la réalisation des contrôles de réception des canalisations principales et des canalisations de branchements, des regards de visite, des boîtes de branchements et des ouvrages annexes,
- -la remise d'un rapport accompagné des comptes rendus des contrôles,
- -la présentation au maître d'oeuvre et au maître d'ouvrage des résultats.
-

Sont exclus :

- l'accessibilité aux ouvrages de visite (dégagement de tampons) et leur mise à niveau.

ARTICLE 5 - Documents remis

Seront remis au prestataire, par le maître d'ouvrage, avant exécution de sa mission les documents suivants :

- plan de situation avec implantation des tronçons et localisation des points d'eau, des tronçons en service,
- plan des tronçons à contrôler,
- plans d'exécution (diamètre, nature des matériaux, profondeur, localisation des branchements, ...)
- coupe de la tranchée (nature et classification des remblais, objectifs de densification)

Le plan remis au prestataire précise :

- les dimensions des collecteurs et des regards,
- les chutes, décantations ou autres aménagements particuliers.

CHAPITRE II

PRESTATIONS PREALABLES AUX DIFFERENTS CONTROLES

ARTICLE 6 - RECONNAISSANCE DU SITE

Le prestataire remet une offre sur la base de plans réputés exacts.

Le prestataire reconnaîtra la totalité du site.

Il devra vérifier l'accessibilité du chantier et établir un plan d'intervention en relation avec le maître d'oeuvre et l'entreprise.

ARTICLE 7 - Conditions d'accessibilité au chantier

7.1. Travaux en domaine public

Le prestataire doit, en temps utile, se mettre d'accord avec les services intéressés (administrations et services publics) pour tous les problèmes touchant leur domaine : circulation, ouverture de tranchée, dépôts, échelonnement des travaux.

7.2. Travaux en propriété privée

Le maître d'ouvrage se chargera d'établir les conventions de passage nécessaires ou les autorisations d'occupation temporaire.

Préalablement au démarrage des travaux, un état des lieux sera établi en présence du maître d'ouvrage, contradictoirement entre le prestataire et les propriétaires ou leurs représentants.

Si une zone de servitude a été établie à proximité de la canalisation à inspecter, le prestataire sera responsable des dégâts causés à l'extérieur de cette zone.

ARTICLE 8 - SIGNALISATION

Avant de commencer un travail sur route circulée ou même en bordure de chaussée, la signalisation temporaire de chantier sera mise en place conformément à la réglementation en vigueur.

Avant l'exécution des travaux, le prestataire adressera à l'autorité investie du pouvoir de police de circulation une demande d'arrêt réglementant la circulation au droit des travaux, accompagnée du schéma de signalisation temporaire.

Le prestataire utilisera des véhicules assurant la signalisation temporaire de position et portant une signalisation complémentaire.

A défaut, le chantier sera protégé par une signalisation temporaire de position complète.

Les schémas de signalisation correspondant aux différentes situations rencontrées, seront établis par le prestataire.

La signalisation sera répertoriée sur le plan de chantier (Coordination Sécurité et Protection de la Santé).

ARTICLE 9 - PROTECTION DU CHANTIER

Selon l'importance, la nature, la durée et le voisinage, le chantier sera isolé du public et protégé par des balustrades ou autre dispositif.

La protection du chantier sera conforme au décret 92-158 du 20 février 1992 concernant le plan de prévention pour les travaux effectués par une entreprise extérieure et à l'arrêté du 19 mars 1993 relatif aux travaux dangereux.

ARTICLE 10 - Hygiène et Sécurité

Le prestataire respectera la réglementation en vigueur et les mesures établies dans le plan de prévention.

Les travailleurs porteront un équipement individuel de sécurité (casque, gants étanches, harnais de sécurité et corde, baudrier fluorescent). Ils seront vaccinés en fonction des risques de maladies infectieuses (exemples : tétanos, diphtérie, typhoïde, leptospirose) selon les prescriptions du médecin du travail.

Les interventions sur le réseau seront effectuées par une équipe de deux personnes au minimum. Un seul membre travaillera en permanence à l'intérieur des ouvrages. Il restera en liaison soit visuelle ou phonique avec la personne restant à l'extérieur.

Le prestataire devra impérativement vérifier l'atmosphère du réseau (présence H₂S, gaz explosif, CO, ...) par un détecteur approprié avant et pendant les opérations.

ARTICLE 11 - MISE A DISPOSITION DU TRONÇON

Le tronçon est mis à disposition en état de réception par l'entrepreneur titulaire du marché de travaux de pose ou de réhabilitation des collecteurs, selon les clauses suivantes:

- curage des collecteurs et des regards effectués
- accessibilité des ouvrages de visite (dégagement de tampons) et leur mise à niveau

En cas de défaut, l'hydrocurage sera réalisé par le prestataire à la charge du maître d'ouvrage selon le bordereau de prix du prestataire.

Le prestataire en accord avec le maître d'oeuvre informe, au moins une semaine avant la réalisation des contrôles, le maître d'ouvrage et l'entrepreneur de la date prévisionnelle des essais et désigne précisément les tronçons à contrôler. L'entrepreneur est systématiquement invité à ces contrôles.

Les appareils de mesures devront être étalonnés. Les résultats seront enregistrés. Les appareils de contrôle devront être vérifiés (caméras).

Pour les contrôles de compactage, le maître d'ouvrage sera invité. Le positionnement des points de contrôles se fera obligatoirement en présence du maître d'oeuvre et de l'entreprise de travaux afin d'effectuer un repérage précis de la canalisation et l'ensemble des ouvrages enterrés pour éviter toute perforation du collecteur.

En cas d'absence de l'entreprise de travaux, le positionnement des points de contrôles de compactage ne se fera pas. Le prestataire sera indemnisé par le maître d'ouvrage selon un forfait indiqué dans un article du CCAP Organisme de contrôle.

Le prestataire devra avoir les moyens de réaliser des avant-trous si nécessaire. Le rebouchage des trous n'est pas à la charge du prestataire

ARTICLE 12 : REGULATION ET DERIVATION DE L'EFFLUENT (SI REHABILITATION)

Le prestataire définira avec l'exploitant les mesures à prendre afin d'assurer la permanence du service d'assainissement pendant l'inspection des ouvrages.

Cette prestation sera définie par les paramètres suivants :

- débit,
- hauteur de relèvement,
- durée.

Elle fera l'objet d'une rémunération spécifique.

ARTICLE 13 - FOURNITURE D'EAU

La fourniture d'eau est à la charge du maître d'ouvrage. Ce dernier précisera les conditions de fourniture (poteau d'incendie, estimation du débit).

CHAPITRE III

EXECUTION DES CONTROLES DE COMPACTAGE

ARTICLE 14 - MATERIEL DE CONTROLE

Les contrôles de compactage seront réalisés à l'aide de pénétrodensitographes.

Les matériels offriront de préférence les fonctions de contrôle exprimées dans les normes XPP 94-063 OU XPP 94-105 :

- fonction A : détection des épaisseurs de couche
- fonction B : comparaison à des droites (DL = droite limite; DR = droite de référence) d'un catalogue de cas inclus dans le logiciel
- fonction C : comparaison d'un pénétrogramme à une population de pénétrogrammes de référence obtenue sur un même matériau correctement compacté.

Les pénétrodensitographes seront étalonnés en vue d'évaluer les résultats du compactage par rapport à la masse volumique sèche à l'Optimum Proctor. Les masses volumiques de référence sont la masse moyenne de l'épaisseur de la couche compactée (m) et la masse volumique en fond de couche (fc).

Les tableaux d'équivalence entre Optimum Proctor et objectif de densification figurent dans le tableau ci-après :

Masse volumique sèche	Objectif de densification
fc = 95 % OPM ; m = 97 % OPM	q2 d'après NFP 98-115
fc = 96 % OPN ; m = 98,5 % OPN	q3 d'après NFP 98-331
fc = 92 % OPN ; m = 95 % OPN	q4 d'après NFP 98-331
m = 90 % OPN	Compacté, contrôlé, vérifié (fascicule 70)*
m = 85 % OPN	Cas très exceptionnel pour la zone d'enrobage si défini dans le CCTP

OPM = Optimum Proctor Modifié

OPN = Optimum Proctor Normal

m = valeur moyenne

fc = valeur en fond de couche

* en cours d'élaboration de la révision de la norme NFP 98-331 et du fascicule 70.

ARTICLE 15 - POINTS DE CONTROLE

Pour les points spécifiques où les objectifs de densification ne sont pas donnés par le CCTP travaux, les contrôles ne seront pas effectués (présence de géotextile, utilisation de matériaux autocompactants ...).

Les contrôles réalisés par le prestataire seront effectués après remblayage, avant les essais d'étanchéité et si possible avant la réfection définitive des voiries.

Le contrôle doit permettre de tester la totalité des remblais. Dans au moins un essai sur quatre, il doit permettre de contrôler le lit de pose et jusqu'à 0,30 mètres au dessous du lit de pose sauf refus à l'enfoncement. Ces essais seront effectués dans l'axe de la canalisation sauf ceux allant jusqu'au fond de fouille qui devront être effectué à 0,15 mètres de la paroi de la tranchée.

Pour les réseaux à écoulement gravitaire, le nombre d'essais à réaliser est égal au nombre de tronçons de la canalisation principale et au moins un contrôle tous les 50 mètres ainsi qu'un contrôle sur les canalisations de branchement tous les dix branchements et un contrôle autour des regards de visite entre 0,30 et 0,50 mètres de la paroi, tous les cinq regards de visite.

Pour les tronçons en écoulement sous pression ou sous vide, il devra y avoir un contrôle minimum tous les 50 mètres.

ARTICLE 16 - PROTOCOLE OPERATOIRE

Les contrôles seront réalisés et interprétés conformément aux normes XPP 94-063 ou XPP 94-105.

Il est de la responsabilité de l'entreprise de travaux d'indiquer précisément la position de la canalisation. Il est de la responsabilité du prestataire de ne pas perforer la canalisation.

Si toutefois des dégradations sont occasionnées, elles seront à la charge :

- soit de l'entreprise de travaux de pose des canalisations si ces dégradations sont dues à un mauvais repérage de la canalisation (voir article 11 du présent CCTP) ;
- soit du prestataire si ces dégradations sont dues à une erreur de réalisation de contrôle.

CHAPITRE IV

EXECUTION DES CONTROLES D'ETANCHEITE

ARTICLE 17 - PROTOCOLE OPERATOIRE POUR LES RESEAUX GRAVITAIRES.

L'organisme de contrôle effectue les contrôles d'étanchéité après vérification des niveaux et des cotes des ouvrages, et, après remblayage des fouilles et si possible avant réfection des chaussées.

Les contrôles d'étanchéité à l'air sont préconisés. En cas de litige seul le contrôle d'étanchéité à l'eau fait foi.

Dans le cas des réseaux posés sous nappe phréatique, seul le contrôle d'étanchéité à l'eau sera réalisé.

Les épreuves concerneront la totalité des ouvrages construits (collecteur principal, collecteurs de branchement, regards de visite, boîtes de branchements).

17.1. – CONTROLES D'ETANCHEITE A L'AIR

Pour des raisons pratiques, il est préférable que les canalisations soient testées indépendamment des regards et des boîtes de branchement. En effet, cela permet de faciliter la localisation des fuites éventuelles.

Le choix des pressions de contrôles (50 millibars, 100 millibars, 200 millibars) sera arrêté par le maître d'oeuvre.

Les regards seront testés avec la pression de contrôle à 50 mbar.

Le protocole de contrôle d'étanchéité utilisé sera conforme à la norme NF EN 1610.

17.2. – CONTROLE D'ETANCHEITE A L'EAU

Les volumes d'eau d'appoint seront mesurés et enregistrés.

Les contrôles d'étanchéité seront réalisées conformément à la norme NF EN 1610.

La pression sera maintenue constante pendant toute la durée du contrôle (pour les canalisations)

Branchements d'immeubles et de bouches d'égouts :

Lorsqu'ils sont inclus dans le marché, les boîtes et canalisations de branchements particuliers, et leurs canalisations de raccordement aux collecteurs, sont éprouvées dans les mêmes conditions que les collecteurs et leurs regards.

ARTICLE 18- PROTOCOLE OPERATOIRE POUR LES RESEAUX SOUS PRESSION.

Le prestataire effectue les contrôles conformément au fascicule 71

CHAPITRE V

EXECUTION DES INSPECTIONS VISUELLES ET TELEVISUELLES

ARTICLE 19 - MATERIEL

La caméra couleur devra être adaptée au diamètre de la canalisation et sensiblement centrée par rapport à l'axe de la canalisation avec des moyens d'éclairage appropriés.

Elle devra être munie d'une tête rotative à 360°. Il serait souhaitable que la caméra soit munie d'un système d'évaluation de la pente et de l'ovalisation.

ARTICLE 20 - PROTOCOLE OPERATOIRE

20.1. - Contrôle visuel

Le contrôle visuel concerne toutes les boîtes de branchement des particuliers, tous les regards et canalisations visitables et les ouvrages annexes (poste de refoulement ...).

Les anomalies décelées devront être photographiées et repérées en altitude par rapport au radier.

20.2. - Contrôle télévisuel

Le contrôle s'effectue après déversement d'eau dans le regard amont.

Le contrôle de la canalisation principale doit s'effectuer de l'aval vers l'amont, ceci afin de mieux visualiser les culottes de branchement.

Toutes les canalisations de branchements seront inspectées, une caméra à tête fixe pourra être utilisée (visée axiale et horizontale, le fil d'eau étant au point bas).

La position de la caméra sera toujours notée par rapport à l'axe du regard de visite origine de l'inspection (cote zéro).

L'inspection se fera d'axe en axe de regard en plaçant rigoureusement la tête de la caméra à la cote zéro (quand la caméra est dans le regard, la reculer si nécessaire).

La distance cumulée est notée depuis l'axe du regard de visite origine de l'inspection.

Chaque emboîtement fera l'objet d'un examen circulaire dans l'axe de celui-ci..

Devront être photographiés les défauts répertoriés dans le glossaire de « Les ouvrages d'assainissement non visitables – fiches pathognomoniques » (revue TSM de l'AGHTM, N°10 oct 99), et l'ensemble des branchements même s'il est jugé correct.

CHAPITRE VI

CONDITIONS DE RECEPTION DES CONTROLES

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE RECEPTION DES TRAVAUX

Les résultats des contrôles non satisfaisants feront l'objet de fiches de non conformité. A titre indicatif, de telles fiches sont fournies en annexe au présent CCTP.

Lorsque l'entrepreneur a remédié aux non conformités et anomalies de l'ouvrage, le prestataire effectue les contrôles nécessaires sur les parties défectueuses de l'ouvrage, à la charge du maître d'ouvrage selon les prix du bordereau de prix du prestataire.

Si tous les résultats sont satisfaisants, la réception peut être prononcée ; dans le cas contraire, il est à nouveau procédé comme ci-dessus jusqu'à obtention des résultats totalement satisfaisants.

Les documents seront remis en quatre exemplaires et rédigés en langue française.

ARTICLE 22 - RAPPORTS DE CONTROLES

En application de l'annexe 1 de l'arrêté du 22 décembre 1994, "les essais sont consignés dans un procès-verbal mentionnant les repères des tronçons testés avec références au dossier de récolement, l'identification des regards et branchements testés, les protocoles de test d'étanchéité suivis et le compte rendu des essais effectués".

Le prestataire transmettra par fax au maître d'oeuvre, dans un délai maximum de 48 heures après la fin des contrôles d'un tronçon, une liste des défauts constatés.

Les rapports préciseront par tronçon ou par élément d'ouvrage les points suivants :

1°) Identification de l'opération

- maître d'ouvrage,
- maître d'oeuvre,
- entreprise,
- commune.

2°) Identification du contrôle

- -date de l'essai,
- -lieu de l'essai,
- -condition du contrôle (météorologie, ...),
- -protocole utilisé,
- -numéro des regards ou du tronçon testé,
- -nature de l'effluent.

3°) Caractéristiques du tronçon testé

Collecteur-Conduite sous pression

- nature et diamètre du réseau,
- classe des tuyaux,
- longueur,
- ouvrages annexes (ventouse).

Branchement :

- nature et diamètre des branchements,
- longueur,
- nombre.

Regard :

- nature,
- diamètre,
- profondeur.

4°) Résultats des essais de compactage

- pénétrogrammes avec indication du diamètre de la canalisation, indication du fil d'eau, indication de la nature des matériaux de remblais
- normes de compactage
- écart par rapport aux normes (XP 94 063, XP 94105)donner le type d'anomalies constatées
- indiquer le risque d'évolution du comportement de la tranchée, le prestataire devra se référer à l'annexe 1 du guide technique de remblaiement de tranchées (SETRA mai 94)

5°) Résultats des essais d'étanchéité

- perte tolérée selon la norme en vigueur,
- perte constatée
- écart,
- résultat conforme ou non conforme.

6°) Résultats des contrôles visuels et télévisuels

- sens de l'écoulement (RV n°... vers RV n°...)
- sens de l'inspection (RV n°... vers RV n°...)
- résumé des constatations essentielles (synthèse des défauts par type en précisant l'importance, la fréquence et la gravité).

Chaque constatation devra être :

- positionnée par rapport à la cote zéro (voir article 20.2).
- définie et caractérisée selon la terminologie du glossaire de « Les ouvrages d'assainissement non visitables – Fiches pathognomoniques » (revue TSM de l'AGHTM, N° 10 - oct 99)
- illustrée par une photographie numérotée axiale et/ou latérale.

Les raccordements seront caractérisés (position horaire dans la section verticale, distance, nature).

Une photographie systématique de chaque branchement sera présentée, même s'il est jugé correct.

Le prestataire fournira également un rapport vidéo de son contrôle télévisuel (sur cassette, CD-ROM, DVD-ROM).

Chaque support vidéo sera livré en 1 ou 2 exemplaires suivant la demande avec une étiquette mentionnant les informations suivantes :

- organisme de contrôle,
- date du contrôle,
- tronçon inspecté : commune; rue, n° de regard amont et aval.

Les images comporteront des incrustations permettant d'identifier le tronçon inspecté :

- date,
- nom de la rue,

- diamètre,
- nature du tuyau.
- la distance par rapport au point zéro.

Le commentaire en langue française sera dense et précis.

ARTICLE 23 - RAPPORT DE SYNTHESE

Sur le schéma du réseau fourni, le prestataire indiquera les points de non conformité et d'anomalies détectés lors des différents contrôles. Il cherchera à établir une corrélation entre eux.

Lu et approuvé

Le Maître d'Ouvrage

par l'entrepreneur soussigné

MONTIGNY EN GOUEUX

A

le 06/10/2017

C.O.B.A. ENVIRONNEMENT
63 RUE DE BILLY
62640 MONTIGNY EN GOUEUX

MAITRE D'OUVRAGE

MAIRIE DE LE PLESSIS BELLEVILLE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

REAMENAGEMENT DES TROTTOIRS ET RENOVATION DE L'ASSAINISSEMENT DE LA RUE
DE PARIS

Marché passé selon une procédure adaptée conformément aux articles 38 et 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

MONTIGNY EN GOHEUX
le 06/10/2017

C.O.B.R.A. ENVIRONNEMENT
63 RUE DE BILLY
59400 MONTIGNY EN GOHELLE

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Réaménagement des trottoirs et rénovation de l'assainissement de la rue de Paris

1-2. Procédure

Le marché est conclu selon une procédure adaptée conformément aux articles 38 et 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

1-3. Décomposition de la consultation

1.3.1 Allotissement

Lot 01 : Assainissement

Lot 02 : Voirie et espaces verts

1.3.2 Décomposition en tranches

Lot 1 : Tranche ferme et unique

Lot 2 : Tranche ferme et unique

1-4. Ordre de Service

Conformément aux articles 3.8 et 19.1 du CCAG travaux, les ordres de services sont écrits et signés par le maître d'œuvre y compris :

- Les ordres de services prescrivant les dates de début des périodes de préparations,
- Les ordres de services prescrivant les dates de commencement des travaux

Par ailleurs, le présent marché pourra faire l'objet d'ordres de service prescrivant l'ajournement des travaux et leur reprise le cas échéant.

1-5. Variantes

Seules les variantes techniques sont autorisées conformément aux exigences minimales prescrites dans le C.C.T.P. et le règlement de la consultation.

L'intégralité des exigences du présent cahier des clauses administratives particulières constitue les exigences administratives minimales à respecter pour les offres en variante.

En conséquence, les variantes qui porteraient sur les dispositions administratives contenues dans le présent CCAP ne seront pas acceptées.

1-6. Options

Pour la réalisation de prestations similaires au présent marché, il pourra être fait application de l'article 30-I-7 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1-7. Intervenants

1.7.1. Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage, dans le cadre de ce marché, est assurée par la **Mairie de Le Plessis Belleville 8, Place de l'Eglise 60330 LE PLESSIS BELLEVILLE**

1.7.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre, dans le cadre de ce marché, est assurée par **ACP, 61 Ter rue Saint Joseph 60200 COMPIEGNE**

1.7.3. Contrôleur technique

Sans objet.

1.7.4. Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination de sécurité et de protection de la santé pour cette opération est de catégorie II.

Les coordonnées du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sont :

QUALICONSLT Agence de SENLIS

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur de sécurité, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) en phase préparatoire.

1.7.5. Contrôle de fabrication et extérieur

Le prestataire qui effectuera les contrôles de la fabrication et de la mise en œuvre sera assuré par le laboratoire :

Sans objet

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

2-1. Pièces particulières

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles (DC4)
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes (tableau d'écobilan environnemental, tableau de suivi de la clause d'insertion)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Les plans
- Le Bordereau des prix (B.P.)
- Le Détail estimatif (D.E.)
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Le Plan d'Assurance Qualité (P.A.Q.)
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Évacuation des Déchets (S.O.S.E.D.)
- Le Mémoire technique du titulaire

Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lorsqu'une solution variante est retenue par le maître d'ouvrage, toutes les quantités du détail estimatif y compris celles modifiées par l'entreprise par rapport à la solution de base ou les quantités des nouvelles prestations ajoutées en adéquation avec la mise en œuvre de ladite solution variante, doivent faire l'objet d'engagement sur des quantités maximums.

Dans tous les cas, ce sont les quantités constatées et réceptionnées dans la limite de ces maximums sur lesquelles l'entreprise s'est engagée qui feront l'objet d'une facturation sur la base des prix unitaires et forfaitaires définis dans le bordereau des prix

2-2. Pièces législatives et réglementaires

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables au jour de la réalisation des travaux, et notamment :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux issu de l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux NOR: ECEM0916617A (paru au journal officiel n°0227 du 1er octobre 2009) et modifié par arrêté du 3 mars 2014 (NOR: EFIM1331736A);
- Le Cahier des clauses techniques générales applicables au marché public de travaux de génie de civil (CCTG (issu de l'arrêté du 30 mai 2012)
- Le Livre I de signalisation routière introduit par l'arrêté du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des textes qui l'ont modifié (8 parties) et en particulier la 8^{ème} partie : signalisation temporaire (édition de novembre 2008)
- La Signalisation temporaire (SETRA) (Edition 2000):
 - volume 1 : manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles,
 - Volume 2 : guide technique – Signalisation temporaire routes à chaussées séparées
 - Volume 5 : guide technique – conception et mise en œuvre des déviations
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le Code du travail ;

- Ainsi que l'ensemble des normes citées dans le cahier des clauses techniques particulières.

2-3. Notification

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G. Travaux, le pouvoir adjudicateur notifiera à l'entrepreneur, contre reçu, une copie de l'acte d'engagement uniquement, celui-ci l'engageant sur l'ensemble des pièces constitutives du marché listé au 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4-1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement et l'annexe à l'acte d'engagement (DC4) indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire [ou aux entreprises du groupement d'entreprises titulaire] et à ses [leurs] éventuels sous-traitants.

4-2. Forme des prix

Les prix du marché sont en euros et ne varient pas en cas de variation de change.

Les travaux faisant l'objet du marché seront réglés par application de prix forfaitaires et unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

S'agissant des prix unitaires, ils seront appliqués aux quantités réellement exécutées, constatées contradictoirement entre le Département et le titulaire (cf. article 12 du CCAG travaux), dans les conditions du 2.1 (*) du présent document.

4-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages

Le contenu des prix est fixé dans le bordereau de prix.

Modalités d'établissement des prix

L'ensemble des prix définis comme suit inclut toutes les prestations nécessaires à la complète réalisation des travaux décrits dans le présent marché, suivant les prescriptions techniques du C.C.T.P., les règles de l'art, le CCTG, les normes et les règlements en vigueur.

Toutes les sujétions de main-d'œuvre, de fourniture, d'exécution (locations de matériels, dépréciations d'utilisations, combustibles, transformations, etc.), d'études, de contrôles (suivant le mode opératoire défini dans le C.C.T.P. pour l'ensemble du marché) sont incluses sans rémunération accessoire dans les prix du bordereau de prix. En conséquence, tous les prix d'essais, d'études, de contrôles sont réputés inclus dans les prix du bordereau de prix du marché, s'ils ne font pas l'objet d'un prix particulier.

Tous les travaux préparatoires, préliminaires et provisoires sont inclus dans les prix du bordereau de prix s'ils ne font pas l'objet d'un prix particulier. Il en est ainsi en particulier de tous les éléments de sécurité ou d'assainissement provisoires nécessaires avant la mise en place des équipements définitifs.

Tous les frais de matériel nécessaire à la mise en œuvre sont compris dans les prix. Le titulaire devra tenir compte dans ses prix des frais des matériels pendant leur période de non utilisation résultant du planning ainsi que des arrêts hebdomadaires et journaliers résultant de l'organisation des postes de travail.

En général, les frais d'installation et de repliement du matériel, ainsi que les prix d'immobilisation éventuelle sont compris dans la mise en œuvre sauf quand des libellés de prix sont prévus explicitement pour ces tâches.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis comme suit :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	5 mm/j
Gel	Inférieur à 0°C, 5°C ou + 10°C selon la nature des travaux
Vent	Supérieur à 15km ou 30 km/h selon la nature des travaux

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Beauvais-Tillé.

- en considérant les dispositions prévues à l'article 5.4.3 « Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux » du CCAP concernant la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques ou privées.

Le titulaire devra à cet effet se rapprocher des services techniques compétents (Communes, DIR, Département, ...) ou des particuliers pour déterminer avec eux les conditions d'utilisation, d'entretien et de remise en état de ces routes. Il fera établir un procès-verbal d'état des lieux initial et obtiendra un quitus en fin de travaux de la part du gestionnaire de voirie.

- en tenant compte que sont réputés inclus dans le prix du marché, les dépenses, frais et marges prévus au 10.1 du CCAG travaux ; les accords internes entre entreprises, en cas de groupement, devront régler leur répartition éventuelle et leur modalité de gestion ;
- en tenant compte de toutes sujétions nécessaires à la levée des réserves ;
- en tenant compte de la réglementation du code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé et en particulier des prescriptions ou dispositions prévues dans le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur de sécurité ;
- en tenant compte que l'ensemble des travaux et prestations énumérés dans les documents joints au dossier de consultation des entreprises représentent l'ensemble des prestations dues par l'entrepreneur dans le bordereau des prix. Les prix forfaitaires comprennent les fournitures et les façons, tout le matériel nécessaire à l'exécution des travaux, les transports par tous les moyens et à toute distance, le ravitaillement, les frais de déplacement ou de logement de la main d'œuvre déplacée s'il y a lieu, les conséquences des arrêts dus aux intempéries, les suggestions de pompage etc...
- en tenant compte que les conséquences de défaillances éventuelles des cotraitants ou sous-traitants sont inclus dans les prix du marché ;
- en tenant compte de toutes les autorisations administratives à obtenir (établissements et installations classés, ouvertures de carrières, arrêtés préfectoraux liés à la protection de l'environnement, aux travaux sous circulation publique, ...).
- en tenant compte de tous les travaux topographiques nécessaires à la réalisation des travaux et de toutes les mesures à prendre par l'entrepreneur pour la protection de l'environnement, et des contraintes liées au phasage des travaux.
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des travaux ci-après :
 - déplacements de réseaux,
 - tous travaux conjoints engagés par les collectivités territoriales ou par l'Etat.
- en tenant compte des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures, essais et contrôles prévus au CCTP, qu'il soient effectués par l'entrepreneur ou par le contrôle extérieur.
- en tenant compte de l'indemnisation des dégâts constatés survenus aux cultures, sols, arbres et à l'environnement d'une façon générale en dehors des emprises du fait des travaux
- en tenant compte des sujétions et contraintes définies au présent CCAP et au CCTP
- en tenant compte des sujétions générales suivantes :

- sujétions liées au respect de l'environnement et en particulier aux prescriptions minimales en matière de protection de l'environnement annexées au CCTP,
- protection des eaux souterraines et de ruissellement contre les pollutions,
- présence des réseaux enterrés et aériens existants,
- exécution de tous les ouvrages provisoires nécessaires, en phases intermédiaires, à la réalisation des travaux prévus au marché, même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix,
- mise en place et entretien des signalisations réglementaires et des dispositifs de sécurité sur toutes les catégories de voies donnant l'accès sur le site des travaux,
- emprunt des pistes de chantier par d'autres entreprises notamment dans le cadre des travaux simultanés décrits ci-dessus,
- impossibilité d'emprunt des voies publiques ou d'effectuer des travaux sur le réseau routier national lors des périodes dites « hors chantier » telles que définies et publiées annuellement par les services de l'état,
- utilisation des pistes de chantier par des riverains non désenclavés par ailleurs,
- maintien des itinéraires d'accès,
- contraintes d'exploitation et de circulation pour travaux à proximité de routes en service
- travaux par phases aux raccordements avec les voiries existantes,
- sujétions particulières destinées à assurer la sécurité et la protection des chantiers et des personnes du fait de la proximité de voies publiques maintenues sous circulation,
- période de neutralisation
- sujétions particulières destinées à assurer la sécurité des personnes lors des travaux de terrassement et de fouilles du fait de la présence de cavités sur le site des travaux (effondrements potentiels)
- présence éventuelle de la nappe phréatique
- la démolition éventuelle d'éléments cohérents d'un volume inférieur à 0,500 m3

➤ en tenant compte des sujétions et contraintes particulières suivantes :

- contraintes définies au CCTP. A ce titre, les prix sont établis en tenant compte notamment de tous les frais et sujétions du fait des travaux à exécuter à proximité immédiate de la circulation publique, certains de ces travaux étant éventuellement à exécuter de nuit, du fait également de la présence de réseaux pour lesquels l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les mesures conservatoires qui s'imposeront en étroite concertation avec les concessionnaires,
- sujétions et contraintes de sauvegarde des ouvrages existants et des ouvrages construits hors marché,
- frais d'entretien des ouvrages pendant toute la durée du chantier,
- présence, pendant la durée du chantier, d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé,

➤ Sont réputés inclus dans les prix tous les faux frais de l'entreprise et, en particulier, ceux énumérés ci-après dont la liste ne présente aucun caractère limitatif :

- frais de tirage de documents d'exécution,
- droits de brevets,
- l'évacuation de gravats et déchets de toute nature provenant des travaux,
- frais d'entretien des ouvrages pendant toute la durée du chantier,
- frais de pompage pour arrosage des plates-formes, etc.

➤ Est réputé inclus dans les prix le piquetage (cf. article 1.8.5 du CCTP) par dérogation à l'article 27 du CCAG-Travaux.

En dérogation à l'article 8 du CCAG Travaux, il appartient à l'entrepreneur d'obtenir les cessions, licences ou autorisations nécessaires pour mettre en œuvre les matériels, matériaux ou procédés couverts par la législation relative à la propriété industrielle et commerciale dont l'emploi lui est imposé par le marché. Les frais correspondants sont inclus dans les prix.

Le titulaire supporte l'intégralité des dépenses relatives aux réparations des dégradations de toutes natures causées à toutes les voies privées ou publiques par les transports effectués à l'occasion des travaux en dérogation à l'article 34-1 du CCAG Travaux pour les voies publiques.

4.4. Arrondis

Tous les calculs, à l'exception de ceux relatifs au coefficient de révision mentionné à l'article 4.6, seront arrondis à deux décimales, en appliquant la méthodologie suivante :

* si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

* si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix sera donc arrêté à deux décimales.

4.5. Règlement des comptes

1) Paiement

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaires(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes en application de l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le règlement s'effectue sur service fait sur présentation de la facture ou des demandes de paiement équivalentes. Le service fait s'entend à l'issue de la décision de réception des prestations.

2) Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le non-respect de ce délai entraîne, de plein droit, le versement au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (Décret 2013-269 du 29 mars 2013).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4-5.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

4-5.3. Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations peut faire l'objet d'une décision de poursuivre pris par le pouvoir adjudicateur.

4-6. Variation dans les prix

Les travaux sont réputés réglés par les stipulations ci-après :

4-6.1. Modalités de révision des prix

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

Dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d - 3) par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début d'exécution du marché 'ou des tranches de travaux dans le cas d'un marché à tranches conditionnelles) soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.6 du CCAG, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

4-6.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence "I" choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est le suivants :

Lot 01 : Assainissement :

Index	Désignation
TP10A	Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux

Lot 02 : Voirie et espaces verts :

Index	Désignation
TP09	Travaux d'enrobés avec fourniture (fabrication et mise en œuvre de bitume et granulats)

Les index et leur date de parution au journal officiel sont disponibles sur le site internet de l'INSEE: <http://www.insee.fr>

4-7. Paiements des sous-traitants

Application des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à la sous-traitance.

4-7.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur, par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance, et par le mandataire en cas de groupement d'entreprises.

Les demandes d'agrément devront être présentées par les entreprises au maître de l'ouvrage 15 jours au moins avant la date prévue de leur intervention sur le chantier.

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro de marché,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des acomptes,
 - la date ou le mois d'établissement de prix,
 - les modalités d'actualisation ou de révision des prix le cas échéant,

--- --- ---

- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitant prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile et, en tant que de besoin selon les prestations sous-traitées, décennale, du sous-traitant
- ❺ L'exemplaire unique du marché, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance
- ❻ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant

4-7.2. Modalités de paiement direct

Le paiement direct s'applique aux sous-traitants lorsque le contrat de sous-traitance est d'un montant égal ou supérieur à 600 € TTC. Dans ce cas de figure, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Pouvoir Adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution (cf. article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue dans les conditions précisées à l'article 136 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

4.8 – Modalités de paiement en cas de cotraitance

La signature de la facture ou autres demandes de paiement par le mandataire vaut acceptation du montant de la facture ou des autres demandes de paiement.

ARTICLE 5 –DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

5.1 - Durée du marché

La durée totale du marché, qui comprend le délai global d'exécution des travaux, est de 24 mois à compter de sa date de notification.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

5.2 - Délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

5.3. Prolongation des délais d'exécution

5-3.1. A partir du moment où le calendrier d'exécution a été mis au point, l'entrepreneur est tenu de signaler au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 5 jours ouvrés, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires, permettant au maître de l'ouvrage et au maître de l'ouvrage de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes.

Si à la suite de l'examen des justifications fournies, le maître de l'ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, le nouveau délai d'exécution des travaux sera établi sauf dans le cas de journées d'intempéries ou de faits indépendants à l'entreprise (article 19.2 du CCAG-travaux) dans les conditions fixées à l'article 7 du présent document.

5-3.2. En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2 du CCAG-TRAVAUX, les délais d'exécution des travaux seront prolongés, sans indemnité pour l'entrepreneur, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée déduite de 5 journées d'intempéries réputées prévisibles :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
Pluie	5 mm/j
Gel	Inférieur à 0° C, 5°C ou + 10 ° C selon la nature des travaux
Vent	Supérieur à 15km ou 30 km/h selon la nature des travaux

L'entrepreneur doit fournir toutes les justifications nécessaires à ce sujet, dont la copie des relevés émanant des services météorologiques les plus proches du chantier. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du chantier.

L'entrepreneur est tenu de faire constater l'arrêt des travaux au maître d'œuvre ; en l'absence de constat dûment signé, les journées d'intempéries ne seront pas retenues pour la prolongation du délai d'exécution.

Le décompte des journées d'intempéries sera tenu de la façon suivante :

- une journée sera comptabilisée en intempérie lorsque, d'une part, elle répondra aux critères mentionnés au tableau ci-dessus et, d'autre part, elle entraînera un arrêt effectif de tous les postes de travail ou d'un poste de travail effectif situé sur le chemin critique du programme des travaux,
- la signature par le maître d'œuvre des feuilles de déclaration pour la caisse des intempéries ne vaut donc pas acceptation de prolongation de délai,
- les décomptes pourront être établis par demi-journées,
- les journées d'intempéries ne sont pas décomptées pendant la durée de la période de préparation ; les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés ne sont pas pris en compte pour la détermination des intempéries.

5-3.3. Par dérogation à l'article 18.3 du C.C.A.G.TX, les phénomènes naturels imprévisibles et les cas de force majeures, y compris les intempéries ne seront pas susceptibles de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage, en cas d'arrêt, de pertes, d'avaries, de dommages provoqués sur le chantier.

5-4. Pénalités

L'ensemble des pénalités énumérées au présent article si elles sont appliquées le seront sans mise en demeure préalable, conformément à l'article 20 et par dérogation à l'article 31.4.4 du CCAG-TRAVAUX.

Par dérogation à l'article 20.4 du C.C.A.G.-Travaux, aucun seuil plancher pour exonération de pénalité n'est prévu

Toutes les pénalités indiquées dans le document sont calculées sur le montant hors taxe des prestations.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

5-4.1. Pénalités pour retards dans l'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

5-4.2. Exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire est tenu de procéder à tous les nettoyages et balayages (haute pression) nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions.

A tout moment du chantier, les nettoyages et balayages doivent être réalisés dans les 4 heures suivant la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Une pénalité de 200 € pour non-respect de cette disposition pourra être appliquée au titulaire du présent marché par infraction constatée.

5-4.3. Pénalité pour retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En fin de travaux, les terrains, notamment ceux ayant servi aux installations de chantier, sont remis en état. Tous dégâts occasionnés par l'entrepreneur aux voies publiques et privées ou à leurs dépendances seront réparés par ses soins et à ses frais par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux. Ils seront soumis au délai prescrit par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur remettra au maître d'œuvre un document de suivi des opérations de remise en état des lieux et du nettoyage final.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard de plus de 3 jours calendaires, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37.2 du CCAG avec application possible d'une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

5-4.4. Pénalité pour retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la fourniture des documents d'exécution, une pénalité de 300 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée au titulaire après achèvement de la période de préparation considérée. Cette pénalité est applicable à compter du 1er jour suivant la fin de cette période de préparation

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution (de type PAQ, écobilan environnemental, fiche produits, certificat NF, CE ou agrément de chacun des composants,...) par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G. travaux, une retenue égale à 5 000 € pourra être opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au titulaire. Cette retenue sera débloquée dès que le dernier des documents demandés sera approuvé par le maître de l'ouvrage.

5-4.5. Pénalités pour absence au rendez-vous de chantier

Si l'entrepreneur ou son représentant agréé n'assiste pas à un rendez-vous de chantier ou ne se rend pas à une convocation qui lui est adressée par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage, il peut être passible d'une pénalité de 200 € par réunion manquée, sauf excuses notifiées avant l'heure fixée ou sur excuses justifiées pour cas de force majeure.

5-4.7. Pénalités relatives à la sécurité et la protection de la santé

Une pénalité de 1.000 € par jour calendaire pour non-respect des consignes de sécurité fixées au présent CCAP pourra être appliquée au titulaire du présent marché par infraction constatée et appliquée sur proposition du coordonnateur ou du maître d'œuvre.

Une pénalité de 1 000 € par jour calendaire pourra être appliquée au titulaire du présent marché pour signalisation non-conforme, ou pour manquement à la réglementation, constatée et appliquée sur proposition du coordonnateur ou du maître d'œuvre sans mise en demeure préalable.

Une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée au titulaire du présent marché pour non remise de son PPSPS ou de ceux de ses sous-traitants au moins 7 jours calendaires avant l'intervention de l'entreprise sur site.

5-4.8. Pénalités liées à la justification des prix des travaux modificatifs

Le titulaire est tenu de produire les justifications de prix d'ouvrages non prévus dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande formulée par le maître d'œuvre. Une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée au titulaire pour non remise des justifications dans le délai fixé.

5-4.9. Autres Pénalités

Des pénalités pourront être appliquées par défaut constaté suivant la grille suivante :

NATURE DES TRAVAUX	MOYENS DE CONTROLE	EXIGENCE	PENALITE PAR SENS
Défaut du profil en travers	Règle de 3 ml	< 5 mm / 3 ml	500 € / par mètre linéaire défectueux
Défaut du profil en long	Levé par points	< 5 mm / 3 ml	500 € / par profil défectueux
Non-respect des points altitude du projet	Levé par points	+ ou – 2 cm	200 € / par m² de défaut
Non-respect de la géométrie (dévers, courbe etc) ou de l'assainissement imposé	Constat du contrôleur	Respect du plan de travaux du maître d'œuvre	5000 € / par défaut constaté
Non-respect des épaisseurs des couches de la structure de chaussée ainsi que la couche de forme	Sondages	+ ou – 1 cm quelles que soient les couches sauf pour la couche de roulement qui sera appliquée + ou – 0,5 cm	500 € / par ml non-conforme et par couche
Réception de l'uni	A.P.L	CCTP	Petites ondes 50 € du ml non conforme Moyennes ondes 40 € du ml non conforme Grandes ondes 25 € du ml non conforme
Non-respect des compacités	Mesure de la masse volumique au Nucléo-densimètre	CCTP	500 € / m² pour une couche bitumineuse 300 € / m² pour une couche granulaire Pour chaque m² non-conforme sera considéré toute la largeur de la voie
Défaut de portance de la couche de forme	Déflexion	CCTP	Toutes zones identifiées et pris sur la largeur de la voie 100 €/ml
	Carottages	CCTP	Toutes carottes ne respectant pas les résistances en tractions ou en compressions 1500 € / par défaut constaté
Défaut de structure de chaussée	Carottages	+ ou – 1 cm	500 € / sondage non conforme constaté

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6-1. Cautionnement et retenue de garantie

En application des articles 122 et 123 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance par le comptable assignataire des paiements. Le montant de cette retenue de garantie est de 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant pendant le délai de garantie.

Cette retenue de garantie pourra être, au gré, du Titulaire, remplacée par une garantie à première demande dans les conditions prévues par la réglementation.

A l'expiration du délai de garantie - pour autant que le titulaire du marché ait rempli à cette date toutes ses obligations au regard du maître de l'ouvrage - cette retenue de garantie sera reversée à l'entrepreneur.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

6-2. Avance

Conformément à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 15.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Les modalités de remboursement se feront sur la base de l'article 111 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

NOTA : une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

6-3 - Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

ARTICLE 7 – CLAUSES DE REEXAMEN

En application de l'article 139-1° et -4°a) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le marché public pourra être modifié selon les clauses suivantes :

a) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

b) Changement de titulaire : un nouveau titulaire pourra remplacer le titulaire initial en cas décès de ce dernier.

ARTICLE 8 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

8-1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe les règles particulières relatives à la provenance des matériaux et produits et les dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du C.C.A.G. travaux et du C.C.T.G. considéré.

Les fournitures et les ouvrages seront prévus et exécutés conformément aux règles de l'art, c'est à dire qu'ils respecteront les normes, les cahiers des charges, les règles de calcul ainsi que les règles professionnelles en vigueur.

Les matériaux et procédés nouveaux pour être éventuellement acceptés par le maître de l'ouvrage devront:

- .. Soit avoir obtenu un avis technique de la commission spécialisée,
- .. Soit avoir bénéficié d'une enquête spécialisée auprès d'un organisme technique agréé.

Dans ces deux cas, ils devront bénéficier d'un accord, pour leur emploi, de la commission technique des assurances.

8-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

8-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

8-3.1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

8-3.2. Sauf accord intervenu entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité pourront être réalisées par un bureau de contrôle choisi par le maître de l'ouvrage à la charge de l'entrepreneur.

8-3.3. Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. La prise en charge de ces essais, par dérogation aux articles 24-7 et 38 du CCAG-travaux, incombe au titulaire du marché en cas de résultats non conformes. Leur coût est réputé pris en compte dans les prix du marché.

8-3.4. En complément de l'article 23 du C.C.A.G.-travaux., il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne pourra être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du SETRA ou d'un organisme certifié agréé par le maître de l'ouvrage.

8-4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 9 : PREPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

9-1. Implantation et protection des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Il est fait application des dispositions du CCAG-Travaux s'agissant des dispositions techniques.

9.1.1. Piquetage général

Il est fait application des dispositions du C.C.T.P

Le délai afférent au piquetage des ouvrages sera compris dans le délai global d'exécution des travaux.

9.1.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés des concessionnaires

Avant commencement des travaux, le titulaire consultera les différents concessionnaires afin de connaître tous les renseignements concernant les réseaux souterrains intéressés par le chantier et les consignes de sécurité à respecter.

Le titulaire procédera à un piquetage de ces différents réseaux, à ses frais, contradictoirement avec le représentant qualifié de la société concessionnaire à qui appartient le réseau. Il exécutera de même le piquetage complémentaire nécessaire à l'exécution de ses travaux, après avoir vérifié les plans d'implantation des ouvrages.

Le titulaire sera tenu d'informer le Maître d'Œuvre des demandes de renseignements qu'il adressera aux services concessionnaires chargés de ces ouvrages.

Le titulaire sera responsable de tout dommage aux réseaux qui proviendrait de la non observation des règles précitées ou de la réglementation en vigueur.

9.1.3. Piquetage complémentaire

Le titulaire complète le piquetage, général et spécial, par un piquetage complémentaire de manière à pouvoir respecter les tolérances d'exécution fixées au marché.

Ce piquetage sur l'initiative du titulaire, est laissé sous sa responsabilité et permet le repérage de tous les profils indiqués sur les plans des profils en long.

Les piquets placés au titre du piquetage complémentaire sont distingués de ceux placés au titre du piquetage général.

Le titulaire assure le repérage permanent des points de repère (P.R.).

9.1.4. Piquetage parcellaire

Le titulaire dispose d'un délai de 14 jours calendaires à compter de la notification du plan de piquetage pour vérifier que les plans d'implantation et de piquetage concordent avec les constatations faites sur le terrain.

Dans le cas de contestations, un constat contradictoire est fait dans les plus brefs délais.

Le Maître d'œuvre met en place un piquetage parcellaire sur l'ensemble du tracé. Le titulaire est responsable de l'entretien de tous les repères et bornes à partir du constat contradictoire établi en présence de l'entreprise et du représentant du Maître d'œuvre. En outre, les décisions suivantes sont applicables concernant les repères et bornes en cas de destruction et quel que soit l'auteur de cette destruction :

- les bornes et repères fixes détruits sont immédiatement rétablis aux frais du titulaire, par une personne agréée par le Maître d'œuvre,
- la redéfinition des éléments d'implantation des points de l'axe par rapport à la nouvelle borne est effectuée par le Maître d'œuvre aux frais du titulaire. Ces opérations sont constatées par un procès-verbal établi contradictoirement avec le Maître d'œuvre.

Le titulaire est responsable de toutes fausses manœuvres et de toutes augmentations de dépenses qui résulteraient du dérangement et de la destruction des piquets ou repères fixes matérialisant le projet.

9.2. Etat des lieux des voiries et construction voisines

Avant tout début des travaux, un état des lieux de la voirie et des constructions voisines, associé à un relevé photo et/ou vidéo à la charge de l'entrepreneur, sera dressé contradictoirement entre le titulaire, les propriétaires des constructions voisines, le gestionnaire des voies concernées, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de contestation, le titulaire devra apporter la preuve que les dégradations des voies et constructions voisines ne peuvent pas lui être imputées

9.3. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux, il est fixé une période de préparation non comprise dans le(s) délai(s) d'exécution des travaux.

Leur durée est fixée dans l'acte d'engagement

Il sera notamment procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

Par les soins du titulaire :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution détaillé des travaux, accompagné du projet des installations de chantier, les adaptations éventuelles du dossier d'exploitation de chantier.

Le calendrier prévisionnel des travaux doit être présenté de telle sorte qu'apparaissent clairement les tâches critiques et leur enchaînement. Il doit tenir compte, également, des délais d'établissement et de vérification des documents d'exécution, de l'agrément et de la fourniture des matériaux.

- Etablissement et remise au maître d'œuvre du rapport des études (y compris les plans d'exécution, notes de calcul, la note de présentation de la provenance, de la qualité, de la préparation et de la mise en œuvre des matériaux, composants et autres produits, dans les conditions prévues au présent C.C.A.P. et à l'article 29 du C.C.A.G.-Travaux).

Les études d'exécution seront réalisées par le titulaire du marché et soumises à l'accord du maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au CSPS pendant la période de préparation.

- Le Plan d'assurance qualité (PAQ)
- Le SOSED,
- L'ensemble des fiches techniques actualisées des matériaux
- La participation à l'inspection commune préalable des lieux de travail
- L'envoi à tous les concessionnaires, sans exception, des Déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT). Une copie de ces déclarations ainsi que les réponses seront adressés au CSPS et au maître d'œuvre.
- La réalisation de sondages préliminaires
- La réalisation des essais et des notes de calcul de la potence et des murs en L
- Ainsi que toutes les sujétions mentionnées à l'article 1.8.6 du CCTP

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

--- ---

9.4. Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 7 jours calendaires après leur réception.

La fourniture des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.5 alinéas 2 & 3 du C.C.A.G.-Travaux.

9.5. Organisation, sécurité et protection de la santé sur les chantiers

9.5.1. Facilités accordées au titulaire pour l'installation et l'entretien de chantier

Sans objet.

9.5.2. Installations de chantier – Laboratoire de chantier

Sans objet.

9.5.3. Organisation, sécurité et protection de la santé sur les chantiers

L'entrepreneur, y compris ses sous-traitants éventuels, sont tenus de respecter rigoureusement la réglementation d'hygiène et de sécurité concernant le chantier, et en particulier les dispositions applicables au chantier résultant du Code du travail et des autres décrets d'application, modifiant le Code du travail et relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

9.5.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31/12/93 et des textes pris pour son application.

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S. ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. pendant la période de préparation ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours calendaires qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail
- la fourniture de documents ou d'informations pour le DIUO ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur est tenu de remettre aux sous-traitants, un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), et le cas échéant, le document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel (et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

9.5.2. Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

(Art. L.4532-8)

Le chantier est soumis à l'obligation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), qui a pour objet de définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises – et le cas échéant avec les travaux présentant des risques particuliers ou laissant subsister un des risques particuliers en question-.

Le contenu du PGCSPS est prévu aux articles R. 4532-42 à R 4532-51 du code du travail.

Le P.G.C.S.P.S. établi par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, joint au dossier de consultation, sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective des différents travaux ou phases de travail.

Il intégrera également, au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé prévus au 9.5.3 ci-après, ainsi que les plans de prévention, lorsqu'ils sont requis par le code du travail.

Le P.G.S.P.S. sera tenu sur le chantier pour y être, le cas échéant, consulté.

9.5.3. Plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Art. L. 4532-9 du Code du travail et, pour les opérations de 2^{ème} catégorie, R. 4532-56 à R 4532-74 du Code du travail.

* Avant le début des travaux, le titulaire, ainsi que les sous-traitants, doivent adresser au coordonnateur leur P.P.S.P.S.

En cas de sous-traitance, l'entrepreneur est tenu de remettre aux sous-traitants, un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), et le cas échéant, le document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

Le sous-traitant doit établir son P.P.S.P.S. à partir des documents précités, dans les 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur.

* L'entrepreneur chargé de travaux présentant des risques particuliers, doit adresser, avant toute intervention sur le chantier un exemplaire de son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), auquel seront joints les avis éventuels du médecin du travail des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou à défaut, des délégués du personnel qu'il aura consulté :

- à l'inspecteur du travail,
- aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels,
- au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Une copie des lettres de transmission devra être adressée au maître d'ouvrage.

* Un exemplaire à jour de chaque P.P.S.P.S., avec les avis précités, sera tenu en permanence sur le chantier.

Il pourra être consulté par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.) ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, les représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents et l'agent du comité de l'OPPBTP.

Il devra être tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ou du fonctionnaire assimilé.

Chaque P.P.S.P.S. tenu sur le chantier sera conservé pendant 5 (cinq) ans par l'entrepreneur à compter de la réception de l'ouvrage.

* Sanctions légales :

En application des articles L. 4744-2, L 4744-4 et L 4744-5 du Code du travail, l'entrepreneur qui n'aura pas remis au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le P.P.S.P.S. encourt une amende de 9.000 €, et en cas de récidive, une amende de 15.000 € et/ou un an d'emprisonnement, auxquels le tribunal peut en outre prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5 du Code du travail.

9.5.4 - Contrôle des accès

Sans objet.

ARTICLE 10. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

10-1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP ou les fascicules intéressés du C.C.T.G. seront assurés par les Bureaux de Contrôle

10-2. Réception

10-2.1. Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours, conformément à l'article 41.1 du CCAG travaux, à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sera prononcée en fin de chantier.

10-2.2. Les conditions de réception sont prévues par l'article 41 du CCAG travaux.

10-3. Documents fournis après réception

Le titulaire remet au Maître d'œuvre, dans les conditions précisées à l'article 40 du C.C.A.G. travaux et au CCTP, trois exemplaires (dont un non broché, non relié), et un sous format informatique, du dossier de récolement des ouvrages et réseaux exécutés, un exemplaire est également remis au coordonnateur S.P.S.

A cet effet, le Maître d'œuvre remet au titulaire les contre-calques des plans qui lui ont servi à dresser le projet.

a) Les éléments à intégrer au dossier des ouvrages

- Les plans et dossiers conformes à l'exécution et en particulier les points tels que les ouvrages d'assainissement, venues d'eau captée, zones compressibles, purges, etc..
- les plans de récolement sont remis sous forme de fichier informatique, format DXF ou DWG (exploitable sous autoCAD - version 14 pour Windows). Le fichier du fond de plan comprenant l'organisation structurelle des données est remis au titulaire au démarrage du chantier.
- Le récolement topographique des ouvrages conforme à l'exécution et dans le même système de coordonnées que le plan général des travaux. Si la précision de ce dernier se révèle insuffisante, Le titulaire fournit un cahier descriptif de l'implantation des ouvrages en référence à des repères locaux pérennes.

Le plan de récolement précisera la localisation en X.Y.Z en classe A des réseaux qui ont été déplacés/crées ou rencontrés à l'occasion des travaux ainsi que les sections et matériaux des réseaux nouvellement créés

b) La synthèse des contrôles

- Qualification des fournitures utilisées,
- Description des contrôles intérieurs,
- La récapitulation des études d'exécution,
- Description des contrôles extérieurs,
- Synthèse et proposition de réception.
- écobilan environnemental

c) plan

Le titulaire reporte sur le plan par couches, l'axe de la voie et les données géométriques décrivant les ouvrages réalisés : terrassement et assainissements.

Le plan de récolement est fourni par l'Entreprise au format. DXF ou DWG à l'échelle 1/200e.

ARTICLE 11. DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG – Travaux, le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle, court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

11-1. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé par l'article 44-1 du C.C.A.G-Travaux.

Pendant la période de parfait achèvement, les désordres constatés seront signalés par ordre de service ou courrier en recommandé avec accusé de réception du maître d'ouvrage ; par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG – Travaux, l'entreprise concernée devra obligatoirement intervenir dans un délai de 10 jours à compter de cette notification sauf accord contraire avec le maître de l'ouvrage.

Si, passé ce délai, l'entreprise n'est toujours pas intervenue, le maître de l'ouvrage pourra faire effectuer les travaux par une autre entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entreprise défaillante et ce sans autre mise en demeure.

Est inclus au marché un contrôle sur site de la bonne tenue des ouvrages. Il aura lieu UN MOIS avant l'échéance de l'année de parfait achèvement de travaux. La date exacte en sera fixée par le maître d'ouvrage en accord avec l'entreprise, qui sera tenue d'être présente sur le site lors de ces contrôles.

11-2. Garanties particulières

11.2.1. L'entreprise devra garantir l'ensemble de ces travaux pour une durée de 5 ans à l'exception de la couche de roulement pour une durée de 3 ans, de la potence pour une durée de 20 ans et du dispositif d'étanchéité des bassins pour 10 ans.

La conservation dans le temps de certaines caractéristiques particulières exposées ci-après concernent l'ensemble des chaussées réalisées dans le cadre des travaux, objet du présent marché.

NATURE DES GARANTIES	DUREE DE LA GARANTIE	MOYENS UTILISES ET EXIGENCES
Remontée de bitume et ressuage	3 ans	Relevé visuel
Toutes les dégradations Absence de phénomène atypique (exemple : gonfles, désenrobage, ...)	3 ans	Relevé visuel et éventuellement carottages
Arrachement, départ de plaque, fissures	3 ans	Relevé visuel et éventuellement carottages
Satisfaction des critères du CCTP pour la PMT	3 ans	Mesure des PMT
Orniérage de la couche de roulement	3 ans	Règle de 3 m : 5 mm à 3 ans

11.2.2. Garantie particulière des matériaux de type nouveau

Conformément aux indications de l'acte d'engagement, l'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant le délai fixé, la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître de l'ouvrage.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

11.2.3. Etendue des garanties

Au titre des garanties, l'entrepreneur doit la réparation gratuite, et éventuellement le remplacement (fourniture et pose), de toute partie du matériel qui, au cours du délai de garantie, sera reconnue défectueuse.

Les défauts constatés ou les accidents survenus seront notifiés à l'entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai fixé par le maître d'ouvrage. Passé ce délai, le maître d'ouvrage fera procéder d'office aux frais de l'entrepreneur aux réparations nécessaires sans pour autant s'affranchir des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

Toutefois, les garanties ne s'appliquent ni aux pièces qui, par leur nature et leur fonction, peuvent être sujettes à une usure normale rapide, ni aux détériorations et accidents résultant de négligences ou d'utilisation anormale de l'installation.

ARTICLE 12 : TRAVAILLEURS DETACHES

Tout employeur établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 du code du travail.

Conformément à l'article L. 1262-2-1 du même code, il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le pouvoir adjudicateur est tenu de vérifier que le titulaire du marché qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

A cet effet et en application de l'article R. 1263-12 du même code, le titulaire du marché est tenu de transmettre au Département, préalablement au détachement, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché entraînera la résiliation de plein droit du marché par le Département après mise en demeure non suivie d'effet.

ARTICLE 13. ASSURANCES

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution

a) Les entrepreneurs déclarent, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la RESPONSABILITE CIVILE qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers, et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

Ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux ouvrages avant réception par incendie, explosion ou eau, y compris ceux subis par les entrepreneurs eux-mêmes, même si ces dommages ont été causés par des événements fortuits ou de force majeure.

b) Chaque entrepreneur devra produire l'attestation signée par sa Compagnie d'Assurance ainsi que les attestations de ses sous-traitants et fabricants établies dans les mêmes conditions.

c) Chaque entrepreneur ayant la qualité de constructeur au sens des articles 1792 et 1792-1 du code civil devra souscrire une assurance couvrant sa responsabilité en matière de garantie décennale pour les travaux qu'il effectuera dans le cadre du présent marché.

Chaque entrepreneur ainsi concerné devra produire l'attestation signée par sa Compagnie d'Assurance. Il devra également justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas de justificatifs.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Aucun règlement ne sera effectué par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas de justificatifs.

La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées aux articles ci-dessus, constituent un préalable à la notification du marché.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché entraînera la résiliation de plein droit du marché par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 14. Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus au chapitre VI (articles 45 à 49) du C.C.A.G.-Travaux et sans préjudice des dérogations apportées par certaines stipulations du présent CCAP.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché conformément à l'article 49 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015. Lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé qui n'est pas inférieur à quinze (15) jours calendaires à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation du marché peut être décidée.

Le marché peut également être résilié en cas de manquement du titulaire à :

- son engagement d'insertion prévu à l'article 3.1.9 du présent CCAP ;
- à la réglementation relative aux travailleurs détachés prévu à l'article 12 du CCAP ;
- ses obligations en matière d'assurances (article 13 du CCAP).

Résiliation en cas de manquement à la réglementation sur le travail dissimulé

Conformément à l'article L 8222-6 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur pourra également résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire, en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé après mise en demeure non suivi d'effet dans un délai de 2 mois.

ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES

Le droit français est seul applicable.

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable. A cet effet, le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable en application de l'article 142 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

A défaut de règlement amiable, la juridiction compétente pour trancher ce dernier est le tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 16 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents généraux ci-après :

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2	4.1
2-1	15.4.3
2-3	4.2
4-3	8, 27 et 34-1
4-5.1	13
5-3.3	18.3
5-4	20.1, 20.4, 31.4 et 34
8-3.3	24-7 et 38
9-3	28.1
11	42.3
11-1	48

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-Travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G.-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.

Mairie de Le Plessis Belleville

RECEPISSE DE VISITE

**16 027: Travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement,
et réaménagement des trottoirs de la rue de Paris.**

Lot N°

M.

Représentant la société.....

Était présent à la visite organisée le

Pour l'affaire citée ci-dessus

Signature du représentant du Maître d'ouvrage

EXEMPLAIRE Mairie de Le Plessis Belleville

Anne MASQUELIER - COBRA Environnement

De: Didier Trous <didier.troux@acp-vrd.fr>
Envoyé: mercredi 4 octobre 2017 13:37
À: Anne MASQUELIER - COBRA Environnement
Cc: Antoine BADIER
Objet: Re: LE PLESSIS BELLEVILLE

Bonjour,

Nous vous dispensons de visite.

Bien Cordialement

Didier TROUX
07 71 77 45 62 / 03 44 40 98 72
www.acp-vrd.fr

Nous retrouver sur Facebook : <https://www.facebook.com/pages/ACP/572339076174022>

Télécharger notre plaquette de présentation : <http://share.acp-vrd.fr/ACP-PRESENTATION.pdf>



- Maîtrise d'Œuvre VRD
- Coordination SPS
- OPC
- Diagnostic amiante et HAP des enrobés routiers
- Assistance à Maîtrise d'Œuvre

De : Anne MASQUELIER - COBRA Environnement <a.masquelier@cobraenvironnement.com>
Date : mercredi 4 octobre 2017 12:02
À : Didier Trous <didier.troux@acp-vrd.fr>
Objet : LE PLESSIS BELLEVILLE

Bonjour,

Dans le cadre du marché précité, nous souhaitons soumissionner au lot 3 : contrôles extérieurs.
La visite de chantier est-elle obligatoire ?

Dans l'attente,
Cordialement,

CO.B.R.A ENVIRONNEMENT

63 rue de Billy

62640 MONTIGNY EN GOHELLE

Anne MASQUELIER

Gérante

(03) 21 08 97 00 Bureau

(06) 42 20 58 47 Mobile

a.masquelier@cobraenvironnement.com